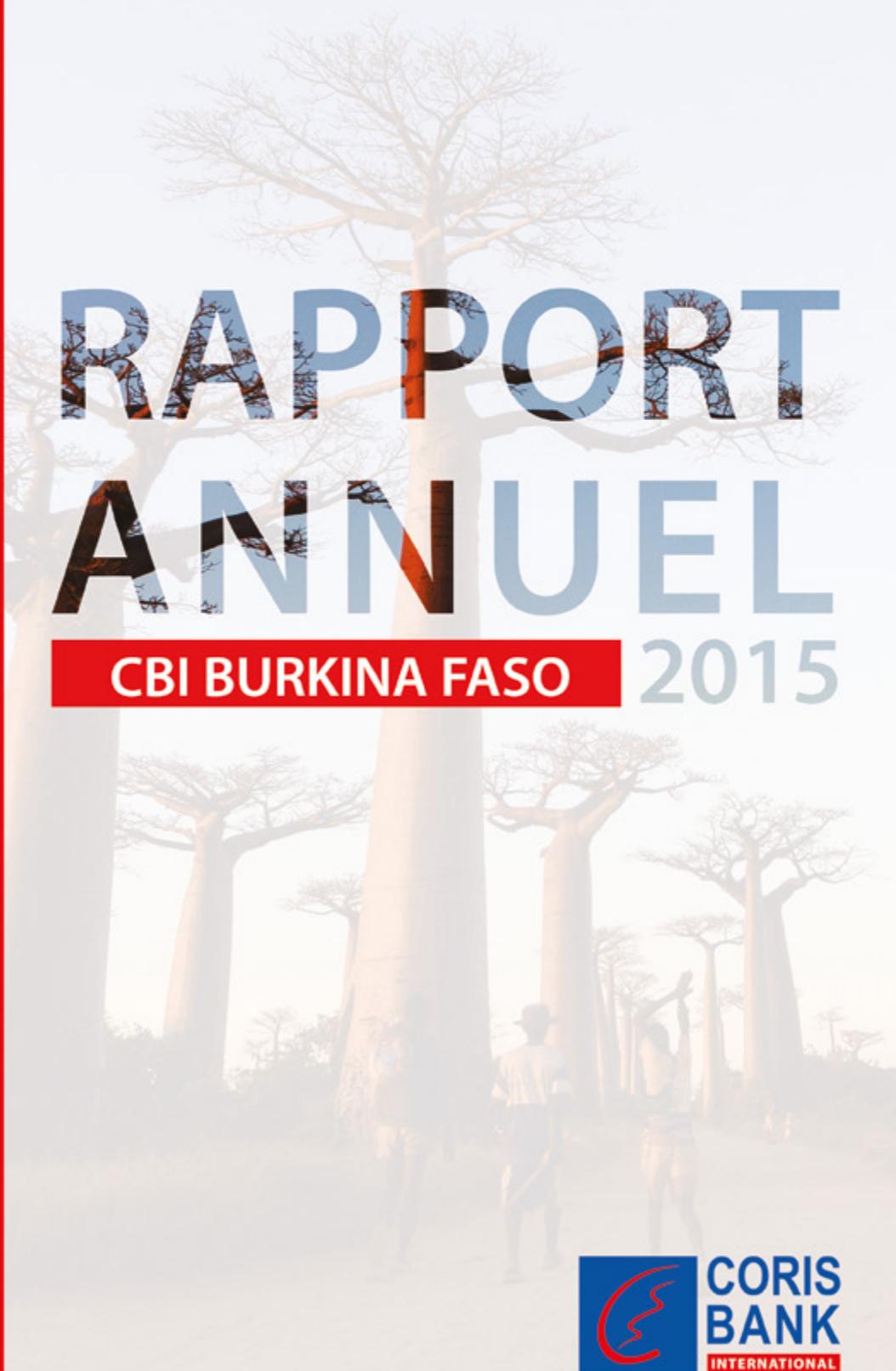




RAPPORT ANNUEL CBI BURKINA FASO 2015



Coris Bank International

Le futur de l'Afrique se dessine aujourd'hui



Sommaire

- 4 MESSAGE DU PRESIDENT
- 6 ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE
- 10 ANALYSE DE L'ACTIVITE ET DES RESULTATS
- 18 PERSPECTIVES
- 20 RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES
- 26 RAPPORTS SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES RÉMUNÉRATIONS EXCEPTIONNELLES ACCORDÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 28 RAPPORTS SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES



Entreprises/Petites et Moyennes Industries),...

L'année 2015 aura été marquée par le renforcement de la présence du Groupe Coris dans la sous-région et l'élargissement de la palette de services avec le démarrage des activités de Coris Bank International Togo et Coris Assurances Vie.

Coris Bank International a depuis sa création contribué de manière significative à l'inclusion financière à travers la bancarisation des couches sociales peu servies par le système bancaire (femmes, étudiants, monde rurale,...), au renforcement de l'assainissement et de la sécurité routière, et a soutenu des projets associatifs. En 2015, elle a confirmé son engagement citoyen par le lancement d'un appel à projets suscitant ainsi une dynamique porteuse de projets et d'initiatives auprès des étudiants.

Les belles performances réalisées en 2015 au cœur d'un environnement très concurrentiel, la confiance de plus de **200 000 clients**, la mobilisation et les talents des collaborateurs me rendent très confiant sur la capacité de notre Banque à pérenniser sa croissance rentable au bénéfice de tous nos partenaires : clients, collaborateurs, actionnaires et de la société en s'appuyant sur :

- ◆ l'amélioration de la satisfaction de nos clients ;
- ◆ l'adaptation continue de notre offre aux besoins et attentes de nos clients ;
- ◆ le renforcement de notre capacité à piloter et maîtriser les risques ;
- ◆ l'excellence opérationnelle ;
- ◆ le développement des synergies entre les différents métiers du groupe.

Par ailleurs, en 2016, notre banque présente en Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo par le biais de ses filiales et engagée dans le développement économique des pays d'implantation, s'attachera à renforcer sa dimension régionale avec l'ouverture de succursales au Bénin et au Sénégal. Aussi, elle mettra en œuvre un projet qui fera date : l'introduction en bourse en vue de renforcer son assise financière, sa notoriété, d'acquiescer une crédibilité supérieure et d'assurer la liquidité de l'action Coris.

Idrissa NASSA

Président du Conseil d'Administration

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Dans un contexte économique resté difficile en 2015, avec la prolongation de la crise sociopolitique et l'atonie de l'investissement, notre Banque a su faire preuve d'une grande vitalité commerciale au service de nos clients et du financement de l'économie. En effet, les concours accordés à la clientèle ont cru de **9.2%**, les dépôts de la clientèle de **18.4%** et la masse bilancielle de **21.5%**.

Le résultat net, quant à lui, est resté quasi constant à 15 milliards, en dépit de l'exacerbation de la concurrence au sein du système bancaire entraînant une contraction des marges.

Ces performances sont le fruit des efforts de l'ensemble des équipes de la Banque, conjugués à la pertinence des choix stratégiques

Plaçant la satisfaction du client et l'innovation au cœur de son dispositif, notre Banque a conservé la certification de la conformité et de l'efficacité de son Système de Management de la Qualité à la suite d'une mission d'audit de suivi, mis à niveau son système d'information et étendu son offre avec le lancement des produits de la finance islamique à travers la "Fenêtre Islamique CBI Baraka".

Son esprit d'innovation, son dynamisme commercial et son savoir-faire dans l'accompagnement des Petites et Moyennes Entreprises ont été reconnus au cours de l'exercice 2015 à travers l'obtention de plusieurs distinctions dont : le Prix Cartes Afrique, le trophée de la Banque la plus dynamique du Burkina, le trophée de la Meilleure banque des PME/PMI (Petites et Moyennes



La banque aux ambitions africaines

L'appui sûr
pour les investisseurs

Le vecteur d'épanouissement
et de richesse

La solution pour les PME/PMI

Fondés sur les traditions d'échange, nous offrons les meilleures solutions financières grâce auxquelles les hommes et les femmes porteurs d'ambition construisent l'Afrique moderne

www.coris-bank.com

La Banque Autrement



Environnement Economique

La croissance mondiale devrait tomber de **3.4%** en 2014 à **3.1%** en 2015. Ce fléchissement tient à un nouveau ralentissement dans les pays émergents, qui est compensé en partie par un redressement modeste de l'activité dans les pays avancés, en particulier dans la zone euro. Ce redressement, favorisé par la baisse des prix du pétrole et des politiques monétaires accommodantes, réduira légèrement les écarts de production.

Le fléchissement de la croissance dans les pays émergents, pour la cinquième année consécutive, s'explique par un affaiblissement de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole, un ralentissement en Chine, et une dégradation des perspectives pour les pays exportateurs d'autres produits de base.

En 2016, la croissance devrait s'accélérer pour atteindre **3.4%** grâce aux meilleures performances à la fois des pays émergents et des pays avancés. La croissance dans les pays qui ont connu des difficultés économiques en 2015 (dont le Brésil, la Russie et quelques pays d'Amérique latine et du Moyen-Orient) devrait être plus élevée qu'en 2015, même si elle devrait rester faible ou négative, et la demande intérieure en Inde devrait rester vigoureuse. Cela fera plus que compenser le ralentissement qui devrait persister en Chine. Dans les pays avancés,

l'accélération de la croissance tient à un affermissement de la reprise au Japon, aux États-Unis et dans la zone euro, avec une réduction progressive des écarts de production.

■ AMERIQUE

• La reprise devrait se poursuivre aux **États-Unis**, grâce à la baisse des prix de l'énergie, à la réduction du frein budgétaire, au renforcement des bilans et à l'amélioration du marché immobilier.

Ces forces devraient plus que compenser le frein exercé par l'affermissement du dollar sur les exportations nettes. En conséquence, la croissance devrait atteindre **2.6%** en 2015 et **2.8%** en 2016.

• En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, l'activité économique continue de ralentir fortement, avec une légère contraction de l'activité en 2015. Une reprise modeste est prévue pour 2016, mais la croissance devrait rester bien en deçà de la tendance, à 0.8%. La détérioration des perspectives des prix des produits de base et une situation initiale difficile agissent l'une sur l'autre dans certains pays.

■ EUROPE

• Dans la **zone euro**, la reprise modérée devrait se poursuivre en 2015 et 2016, portée par la baisse des prix du pétrole, l'assouplissement de la politique monétaire et la dépréciation de l'euro.

Par ailleurs, la croissance potentielle demeure faible, en raison des séquelles de la crise, mais aussi de l'évolution démographique et d'un ralentissement de la productivité totale des facteurs qui date d'avant la crise. Une croissance et une inflation modérées sont donc attendues. La croissance devrait passer de **0.9 %** en 2014 à **1.5%** cette année et à **1.6%** en 2016.

• Dans les **autres pays avancés**, une croissance solide est généralement attendue, mais elle devrait être plus faible qu'en 2014. Dans les pays exportateurs de produits de base, la baisse des prix de ces produits pèse sur les perspectives en réduisant le revenu disponible et l'investissement dans le secteur des ressources naturelles.

• Dans les **pays émergents et en développement d'Europe**, la croissance devrait progresser de manière modeste pour s'établir à **3.0%** en 2015 et 2016. La région profite de la baisse des prix du pétrole et de la reprise graduelle dans la zone euro, mais souffre aussi de la contraction en Russie et de l'impact de l'endettement élevé persistant des entreprises sur l'investissement.

■ ASIE ET PACIFIQUE

• Au **Japon**, la croissance du PIB devrait passer de **-0.1%** en 2014 à **0.6%** en 2015 et à **1%** en 2016. La reprise progressive s'explique par l'augmentation des rémunérations réelles et la montée des cours des actions qui résulte de l'assouplissement quantitatif et qualitatif supplémentaire opéré par la Banque du Japon, ainsi que par la baisse des prix du pétrole et des produits de base.

• En **Chine**, la croissance devrait ralentir à 6.8% en 2015 et à 6.3% en 2016. Les excès antérieurs dans les domaines de l'immobilier, du crédit et de l'investissement continuent de se résorber, avec une nouvelle modération des taux de croissance de l'investissement, en particulier dans l'immobilier résidentiel.

• Dans les **autres pays émergents ou en développement d'Asie**, la croissance devrait s'affermir.

■ MOYEN-ORIENT, AFRIQUE DU NORD, AFGHANISTAN ET PAKISTAN

La croissance devrait rester modeste en 2015, à **2.5%**, soit légèrement au-dessous du niveau de l'an dernier. Les répercussions des conflits régionaux et la montée des tensions sécuritaires et sociales pèsent sur la confiance et freinent la croissance.

Les perspectives des pays exportateurs de pétrole souffrent du bas niveau des prix du baril. Dans les pays importateurs de pétrole, la reprise s'affermi. Les vents contraires liés à la faiblesse de la confiance sont compensés par les gains tirés de la baisse des prix du pétrole, des réformes économiques et de l'affermissement de la croissance dans la zone euro. La croissance régionale devrait s'accélérer considérablement en 2016, grâce au rebond de l'activité dans la République Islamique d'Iran, où la levée des sanctions, lorsque le plan d'action conjoint aura force obligatoire et sera mis en œuvre, devrait conduire à un redressement de la production et des exportations de pétrole, ainsi qu'à une amélioration graduelle des perspectives pour les pays durement touchés par des conflits, tels que l'Iraq, la Libye et le Yémen.

■ AFRIQUE SUBSAHARIENNE

L'activité économique de l'Afrique subsaharienne s'est nettement affaiblie. Certes, la croissance, qui sera de **3.75%** cette année et de **4.25%** en 2016, reste plus élevée que dans bien d'autres régions émergentes ou en développement, mais la forte dynamique de croissance observée dans la région ces dernières années s'est dissipée dans un grand nombre de pays. Cette décélération de la croissance économique à l'échelle régionale s'explique par la chute des cours des produits et des conditions financières moins favorables. Ce panorama général masque cependant des disparités considérables au sein de la région :

- dans la plupart des **pays à faible revenu**, la croissance économique se maintient grâce à la poursuite des investissements d'infrastructure et à la vigueur persistante de la consommation privée. Des pays comme la République Démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Mozambique et la Tanzanie devraient enregistrer une croissance économique d'au moins **7%** cette année et l'année prochaine.

- Inversement, les **huit pays exportateurs de pétrole de la région** ressentent durement la faiblesse persistante des cours du pétrole. La baisse des recettes d'exportation et les ajustements budgétaires sensibles qui en résultent pèsent sur l'activité : les prévisions laissent maintenant

entrevoir une croissance de **3.5%** cette année.

- Plusieurs **pays à revenu intermédiaire** se heurtent aussi à des conditions défavorables. Les contraintes auxquelles fait face l'appareil productif (par exemple la limitation de la production d'électricité en Afrique du Sud, au Ghana et en Zambie), conjuguées à un durcissement des conditions financières dans un contexte de déséquilibres intérieurs prononcés (Ghana et Zambie) et à la faiblesse des cours des produits de base (Afrique du Sud, Botswana, Zambie), devraient freiner la croissance économique.

■ UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE OUEST AFRICAINE

L'amélioration de la situation économique de l'Union, devrait se poursuivre. Le taux de croissance passerait de **6.6%** en 2014 à **6.5%** en 2015, soit l'un des taux les plus élevés des régions au monde. Cette performance serait obtenue en dépit des facteurs perturbants tels que les mauvaises conditions climatiques par endroits, quelques remous sociopolitiques, en relation notamment avec la tenue de plusieurs élections législatives ou présidentielles. L'activité économique dans l'Union serait impulsée par le maintien des efforts d'investissement dans les infrastructures socioéconomiques, l'amélioration du climat des affaires et les incitations ou appuis à la production agricole. Tous les Etats membres réaliseraient des taux de croissance supérieurs au croît démographique et au taux de croissance moyen de l'Afrique subsaharienne.

En 2016, un taux de croissance ayant le même profil que ceux des quatre dernières années, serait enregistré. Il ressortirait à **7.2%**.

Toutefois, des risques et incertitudes pèsent sur ces prévisions. Il s'agit notamment de :

- la situation de ralentissement général d'activité dans les économies émergentes et en développement, en particulier, le réajustement en Chine, avec pour corollaire, la contraction de la demande ;

- la baisse prolongée des prix des produits de base avec leurs conséquences sur les budgets nationaux et les réserves monétaires dans certains pays ;

- la perspective d'un resserrement de la politique monétaire aux Etats-Unis à travers le relèvement des taux directeurs dont les effets pourraient se faire sentir sur les financements.

■ BURKINA FASO

À l'instar de l'année dernière, le Burkina Faso a été confronté à des remous sociopolitiques. La situation s'est normalisée avec la réinstallation des chefs des institutions républicaines et la tenue des élections présidentielle et législatives couplées à la fin du mois de novembre 2015. Malgré cet environnement sociopolitique difficile, l'activité économique tirée par le secteur tertiaire notamment, se redresserait après le ralentissement de 2014. En effet, le taux de croissance ressortirait à **4.4%** contre **4.0%** en 2014. L'activité économique se déroulerait dans un contexte de maîtrise de l'inflation. Le taux d'inflation annuel moyen s'établirait à **1.0%** contre **-0.3%** en 2014.

La croissance de l'activité économique devrait se renforcer progressivement sur la période 2016-2020. En effet, le taux de croissance du PIB se situerait en moyenne à **6.8%**. Cette croissance serait portée par l'ensemble des secteurs d'activités.

Dans le secteur primaire, la valeur ajoutée progresserait de **5.9%** en moyenne, impulsée principalement par l'agriculture vivrière (**+8.3%**) et de rente (**+8.1%**).

Quant au secteur secondaire, la bonne orientation de l'activité devrait se poursuivre avec une progression de **8.0%** en moyenne, en lien avec les performances des industries extractives (**+13.9%**), de l'égrenage du coton (**+8.7%**), et des travaux de construction (**+5.8%**).

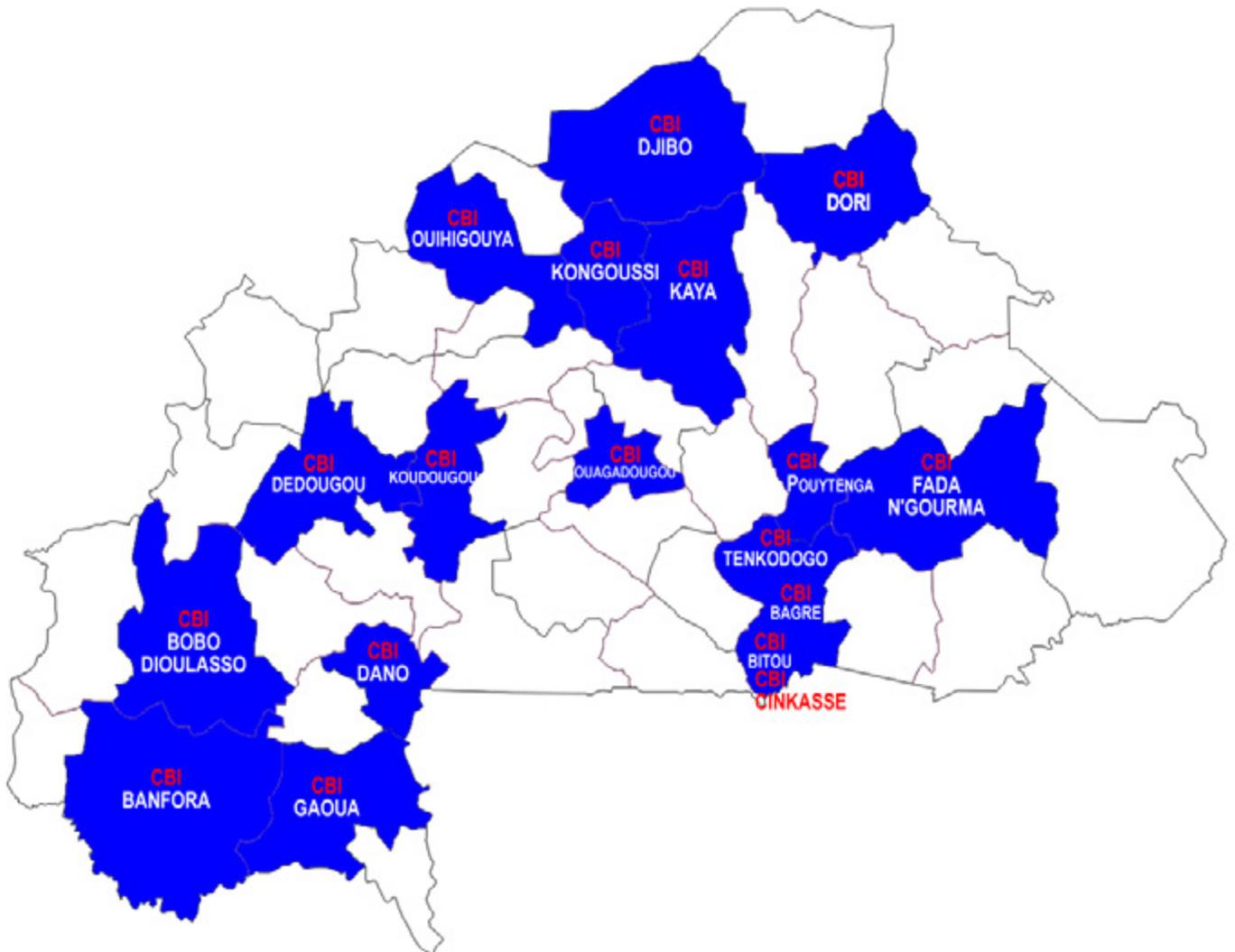
Rapport semestriel de la surveillance multilatérale de l'UEMOA, décembre 2015

En ce qui concerne le secteur tertiaire, son dynamisme devrait se maintenir. En effet, ce secteur enregistrerait une croissance moyenne de **6.4%** l'an, en liaison avec la croissance des services marchands (**+6.5%**) et des services non marchands (**+6.3%**).

Analyse de l'activité et des résultats

Le Réseau :

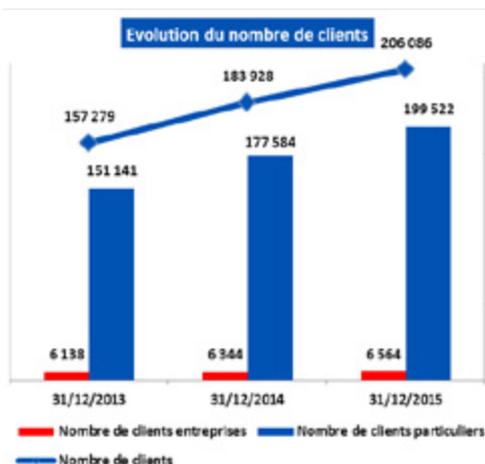
CBI : un engagement de proximité



En 2015, CBI a consolidé sa proximité avec la clientèle avec l'ouverture de 2 agences dont l'une dédiée à la Finance Islamique. Ainsi, le réseau compte 37 agences au 31 décembre 2015 (dont 19 à Ouagadougou et 18 en province).

Le parc des guichets automatiques bancaires (GAB) s'est élevé à 31 unités, en renforcement de 3 nouvelles installations au 31 décembre 2015, par rapport à l'année précédente.

Le Fonds de Commerce

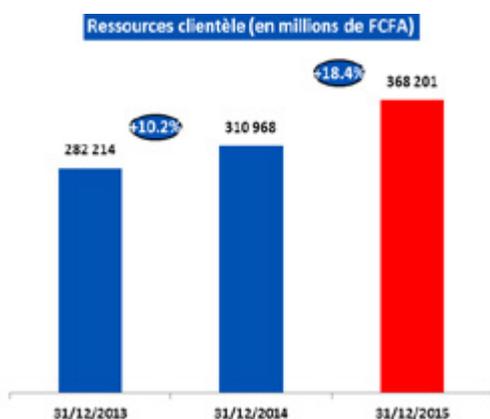


Dépassant le seuil des **200 000 clients** en 2015, le portefeuille clientèle s'est accru de **12%** par rapport au 31 décembre 2014.

Le succès auprès de la clientèle de particuliers a été confirmé en 2015 avec un taux de croissance du portefeuille particuliers de **12.4%**.

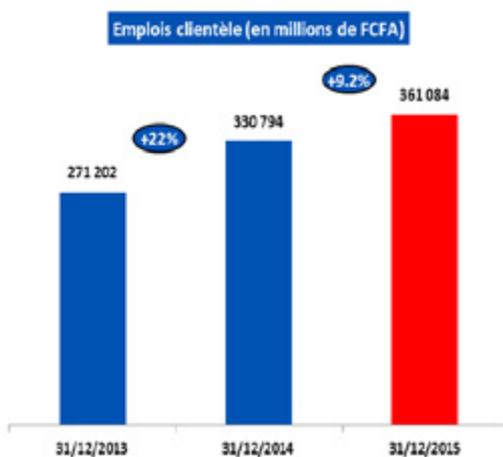
Le nombre d'entreprises clientes est passé de **6 344** au 31 décembre 2014 à **6 564** au 31 décembre 2015.

Les Ressources Clientèle



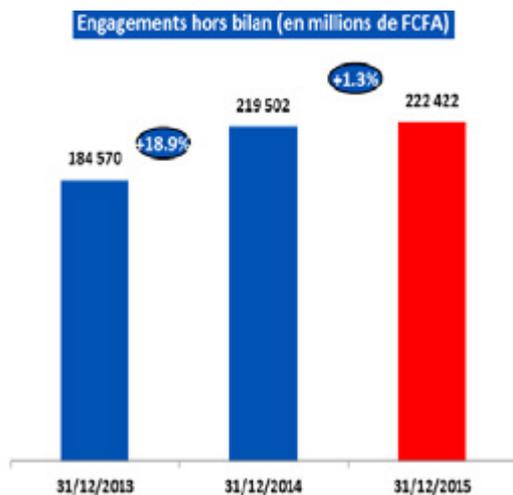
En 2015, la dynamique de collecte des dépôts de la clientèle s'est poursuivie dans un contexte de concurrence vive. À fin 2015, les dépôts de la clientèle se sont établis à **369.5 milliards** et ont progressé de **18.4%** comparativement à l'année 2014.

Les Emplois Clientèle



En 2015, la production de crédit est restée dynamique dans un contexte économique difficile marqué par le ralentissement des investissements. En effet, **32 595** concours ont été mis en place représentant **281.4** milliards en 2015 contre 31 741 pour **282.7** milliards en 2014. Ainsi, l'en-cours de crédits nets de provisions est ressorti à **361.1** milliards à fin 2015, soit une hausse annuelle de **9.2%**.

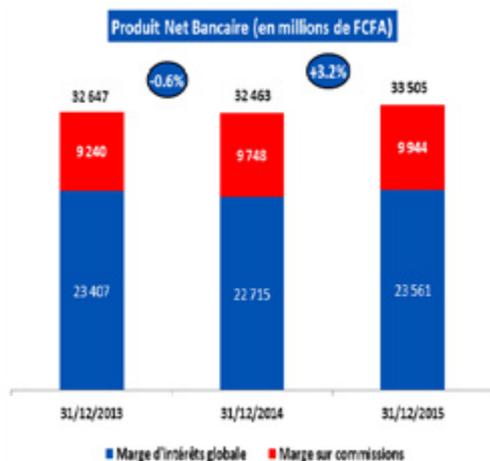
Les engagements hors-bilan



Les engagements-hors bilan se sont établis à **222.4 milliards** à fin décembre 2015 contre **219.5 milliards** au 31 décembre 2014, soit une croissance de 1.3% (**+2.9 milliards**).

LES RESULTATS

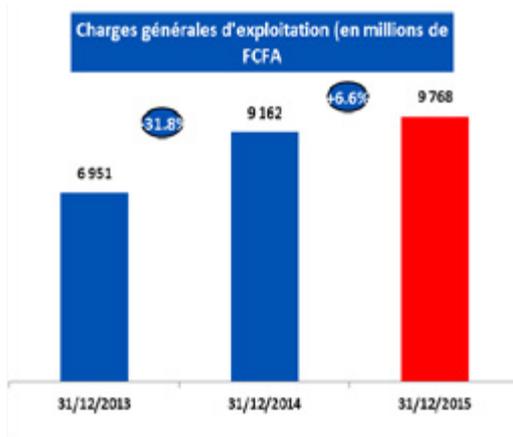
Le Produit Net Bancaire



En dépit de la situation du marché induisant une spéculation sur les ressources et un recul du rendement moyen des crédits, le Produit Net Bancaire s'est élevé au 31 décembre 2015 à **33 505 millions**, en hausse de **3.2%**.

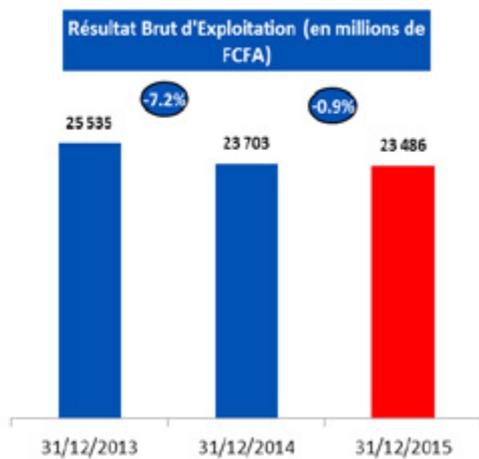
La marge d'intérêts globale représente **70.3%** du Produit Net Bancaire contre **29.7%** pour les commissions.

Les Charges Générales d'Exploitation



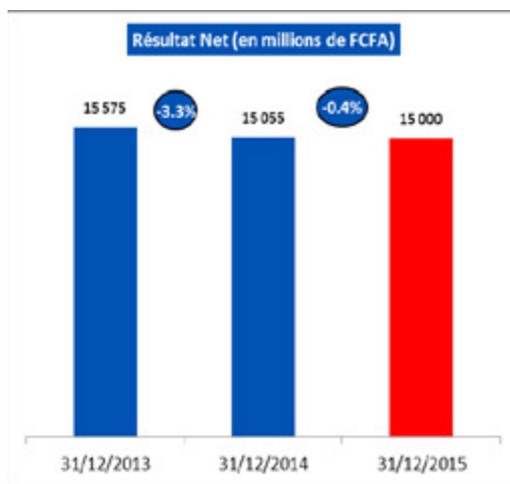
Au terme de l'année 2015, les charges générales d'exploitation se sont fixées à **9 768 millions** et ont progressé de **6.6%** par rapport à celles de l'année précédente. En conséquence, le coefficient d'exploitation qui a augmenté de 0.9 point comparativement à 2014, reste maîtrisé à **29.15%**.

Le Résultat Brut d'Exploitation



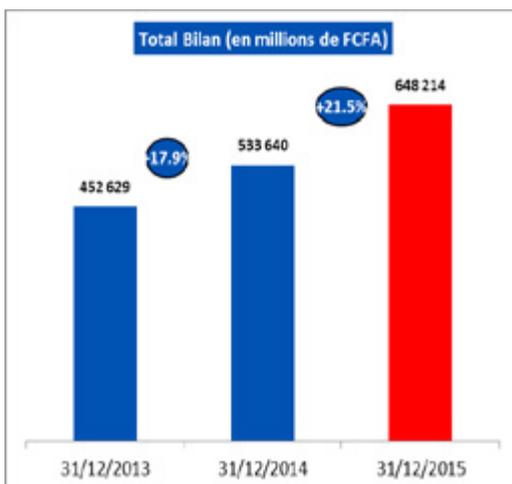
En léger retrait (-0.9%) par rapport à l'exercice précédent, le Résultat Brut d'Exploitation est ressorti à **23 486 millions**.

Le Résultat Net



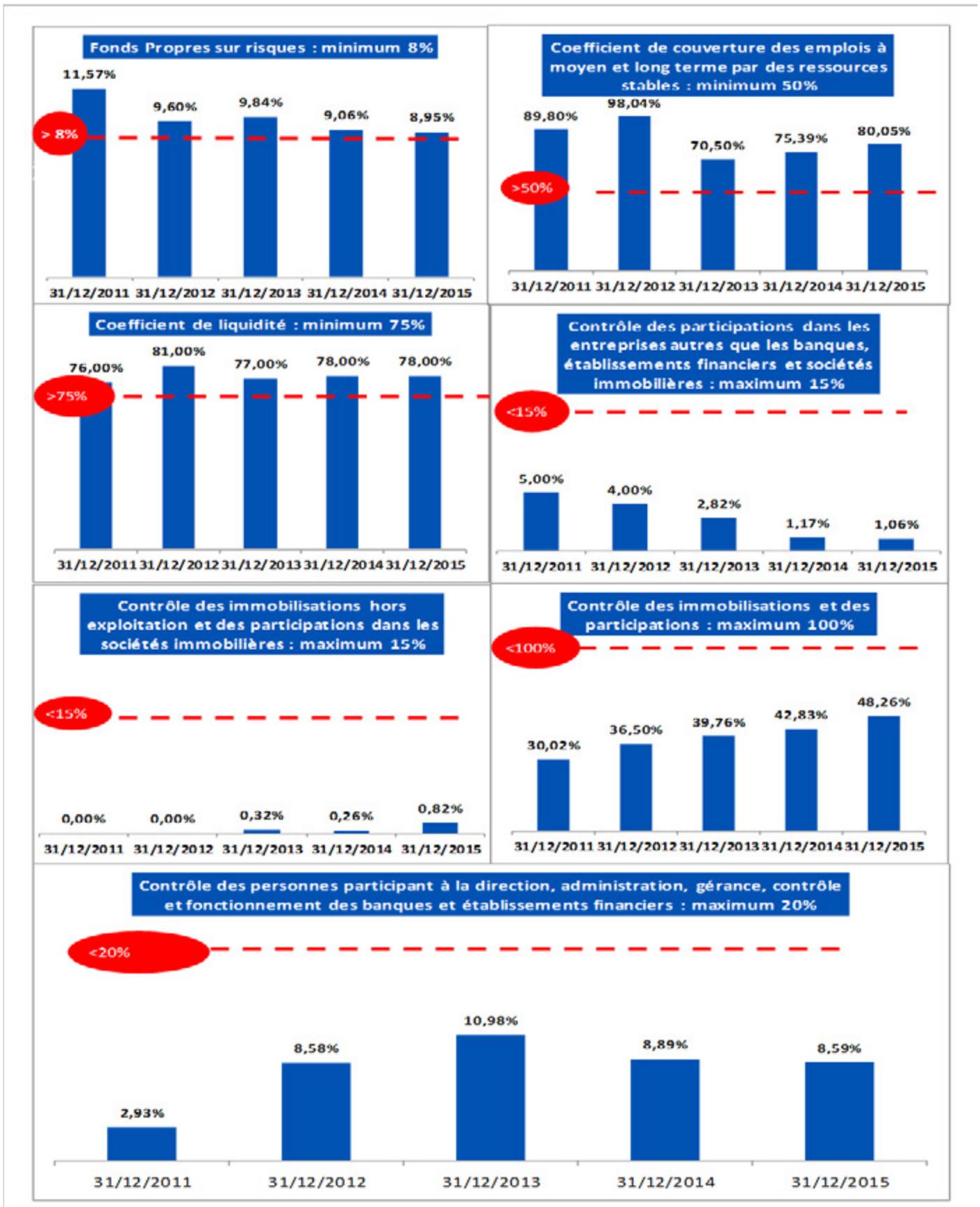
En dépit de la hausse de la charge sur risque et après une dotation aux Fonds pour Risques Bancaires généraux de **2 420 millions**, le Résultat Net est resté quasi constant entre 2014 et 2015 à **15 000 millions**.

LE TOTAL BILAN



À l'issue de l'exercice 2015, le total bilan a atteint à **648.2 milliards**, en hausse de **21.5% (+114.6 milliards)** par rapport à fin 2014.

LES RATIOS PRUDENTIELS



L'évolution des principaux ratios prudentiels au 31 décembre 2015 indique que l'ensemble des taux réglementaires édictés par la Banque Centrale est respecté par la Banque.

LE COMPTE D'EXPLOITATION COMPARE

RUBRIQUE	31/12/2013	31/12/2014	31/12/2015	Variation annuelle	
				Brute	%
Produits sur titres de placement	7 356	7 869	7 701	-168	-2,1%
Charges sur emprunt obligataire	247	196	151	-45	-22,8%
Charges sur comptes bloqués d'actionnaires	506	0	0	0	-
Marge d'intérêts globale	23 407	22 715	23 561	846	3,7%
Marge sur commissions	9 240	9 748	9 944	196	2,0%
PRODUIT NET BANCAIRE	32 647	32 463	33 505	1 042	3,2%
Autres produits & charges bancaires	-276	-213	-282	-69	32,3%
Résultat sur immobilisations financières	115	615	31	-584	-95,0%
Charges générales d'exploitation	6 951	9 162	9 768	606	6,6%
Charges du personnel	2 489	3 040	2 938	-103	-3,4%
Charges d'exploitation	3 260	4 696	5 312	616	13,1%
Dotations aux amortissements	1 202	1 425	1 518	92	6,5%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	25 535	23 703	23 486	-217	-0,9%
Dotations nettes de reprises	4 149	4 948	5 464	516	10,4%
RESULTAT NON COURANT	124	48	3 293	3 245	NS
DOTATIONS FRBG	1 618	420	2 420	2 000	476,2%
RESULTAT AVANT IMPOT	19 892	18 383	18 895	512	2,8%
Impôts sur les sociétés	4 317	3 328	3 894	566	17,0%
RESULTAT NET	15 575	15 055	15 000	-55	-0,4%

LE BILAN COMPARE

ACTIF	2013	2014	2015	PASSIF	2013	2014	2015
Caisse	7 356	9 545	11 472	Dettes interbancaires	98 765	147 170	197 402
Créances interbancaires	39 437	35 133	80 152	<i>A vue</i>	96 065	138 470	183 702
<i>A vue</i>	21 749	20 093	55 268	Comptes créditeurs	12 106	3 430	27 996
Banque Centrale	12 778	12 391	25 453	Emprunts	83 959	135 040	155 705
Trésor public, CCP	1 011	3 253	162	<i>A terme</i>	2 700	8 700	13 700
Autres établissements de crédit	7 960	4 449	29 652	Dettes à l'égard de la clientèle	282 214	310 968	368 201
<i>A terme</i>	17 687	15 040	24 885	Comptes d'épargne à vue	29 046	35 872	47 861
Opérations avec la clientèle	271 202	330 794	361 084	Comptes d'épargne à terme	1 541	1 445	1 339
<i>Portefeuille d'effets commerciaux</i>	8 550	15 471	15 328	Bons de caisse	0	0	0
Crédit de campagne	0	0	0	Autres dettes à vue	119 328	124 427	144 929
Crédits ordinaires	8 550	15 471	15 328	Autres dettes à terme	132 299	149 225	174 072
<i>Autres concours à la clientèle</i>	260 044	311 449	343 946	Comptes d'ordre et divers	13 268	12 688	13 751
Crédit de campagne	12 093	12 597	5 331	Dettes représentées par un titre	3 600	2 900	2 200
Crédits ordinaires	213 840	252 947	294 879	Comptes bloqués d'actionnaire	0	0	0
Comptes ordinaires débiteurs	34 110	45 905	43 736	Provisions pour risques et charges	1 132	1 540	990
<i>Créances en souffrance</i>	2 608	3 873	1 810	Fonds affectés	1 981	2 319	0
Créances douteuses et litigieuses	14 526	16 223	17 052	Fonds pour risques bancaires généraux	2 286	2 706	5 126
Provisions constituées	11 918	12 350	15 241	Capital	25 000	25 000	25 000
Titres de placement	108 614	122 992	148 874	Primes d'émission	0	0	0
Immobilisations financières	8 340	9 490	12 790	Réserve spéciale	5 532	7 869	10 127
Immobilisations incorporelles	182	277	593	Autres réserves	3 013	5 013	9 013
Immobilisations corporelles	9 642	10 615	11 088	Report à nouveau	263	412	1 404
Autres actif et Comptes d'ordre et divers	7 856	14 794	22 161	Résultat de l'exercice	15 575	15 055	15 000
TOTAL ACTIF	452 629	533 640	648 214	TOTAL PASSIF	452 629	533 640	648 214

Rapports

des Commissaires aux comptes
à l'Assemblée Générale des actionnaires
Exercice clos le 31 Décembre 2015

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale des actionnaires et en application des dispositions des articles 711 à 714 de l'Acte Uniforme OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et du GIE, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport, suite aux contrôles et vérifications effectués sur les états financiers annuels de Coris Bank International SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Les comptes de la société sont établis par la Direction Générale de la société et arrêtés sous la responsabilité du Conseil d'Administration de Coris Bank International SA. Il nous appartient de porter à votre connaissance les informations suivantes :

- ✓ les contrôles et vérifications effectués sur les états financiers tels qu'ils sont présentés dans ce rapport avant leur arrêté par le Conseil d'Administration ;
- ✓ les observations sur le contrôle des états financiers ;
- ✓ les irrégularités et les inexactitudes relevées à l'issue de nos travaux ;
- ✓ les conclusions auxquelles conduisent les observations et éventuelles rectifications y afférentes.

Nous avons procédé à l'examen des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2015. Ces états financiers présentés en annexe du présent rapport se caractérisent par les données suivantes en millions de F CFA :

ELEMENTS	millions/ FCFA 31/12/15	millions/ FCFA 31/12/14
Total Bilan	648 214	533 640
Fonds propres effectifs	40 037	36 285
Résultat net	15 000	15 055

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La Direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux principes et méthodes comptables édictées par le Plan Comptable Bancaire (PCB) en vigueur dans les Etats Membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA). Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité des commissaires aux comptes

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique, de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève des jugements des commissaires aux comptes, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, les commissaires aux comptes prennent en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Notre responsabilité est également de procéder aux vérifications spécifiques prévues par les lois et règlements régissant la vie des sociétés et le secteur bancaire.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

Nous certifions que les comptes annuels de Coris Bank International SA arrêtés au 31/12/2015 sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle, pour tous leurs aspects significatifs, du résultat des opérations de l'exercice écoulé, ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CDEC INTERNATIONAL SARL

Paulin OUEDRAOGO

Expert Comptable

Commissaire aux comptes

ACECA INTERNATIONAL SARL

Jean Baptiste SO

Expert Comptable

Commissaire aux comptes

1. Fonctionnement des organes sociaux et du contrôle interne

1.1. Fonctionnement des organes sociaux

Nous n'avons pas d'observations particulières à formuler sur le fonctionnement des organes sociaux de la banque.

1.2. Fonctionnement du contrôle interne

Nous vous informons que durant l'exercice 2015, les rapports périodiques et règlementaires de la CBI SA prévus par la circulaire de la Commission Bancaire n°003-2011/CB du 01 février 2011 nous ont été régulièrement transmis.

Nous avons examiné les procédures administratives et comptables de la banque pour l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Cet examen a été effectué pour évaluer la fiabilité des enregistrements comptables et de l'information financière dans le but de déterminer la nature, l'étendue et le calendrier des travaux nécessaires à l'expression de notre opinion sur les états financiers.

Cette revue a été effectuée sur la base de sondages et ne saurait prétendre mettre en évidence toutes les faiblesses éventuelles de la banque.

A l'issue de nos contrôles, nous avons émis une lettre de recommandations portant à la fois sur la poursuite de l'amélioration du système de contrôle interne, sur l'organisation comptable et le traitement de l'information.

Eu égard à notre connaissance de Coris Bank International, les recommandations formulées ne sont pas de nature à remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion.

2. Respect de la réglementation prudentielle

Nous avons vérifié le respect par la CBI SA des règles prudentielles applicables aux banques et établissements financiers relatives aux conditions d'exercice de la profession, à la réglementation comptable, à la réglementation des opérations et aux normes de gestion.

A l'issue de nos travaux, nous n'avons aucune observation particulière à formuler, tous les ratios sont conformes aux normes prévues par la réglementation.

La banque a introduit en 2015, au titre des PME et principalement des gros engagements, cinquante (50) dossiers de demande d'accord de classement en faveur de sa clientèle ; au 31 décembre 2015, trois (03) dossiers ont reçu l'agrément de la BCEAO.

3. Autres vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes de la profession, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

3.1. Rapport de gestion

Conformément aux normes de la profession et aux vérifications prévues par l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés commerciales et des groupements d'intérêt économique, nous avons procédé aux vérifications spécifiques.

Le Conseil d'Administration de votre société nous a communiqué le rapport de gestion tel que prévu à l'article 713 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit de Sociétés Commerciales et des Groupements d'Intérêt Economique. Nous n'avons aucune observation particulière sur la sincérité et la concordance des informations contenues dans ce

document par rapport aux états financiers audités.

3.2. Rémunérations versées aux 10 personnes les mieux rémunérées de la société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015

En application des dispositions de l'article 525 de l'Acte Uniforme de l'OHADA relatif au Droit des sociétés commerciales et du GIE, nous certifions que le montant global brut des rémunérations versées aux dix (10) personnes les mieux rémunérées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015 s'élève à la somme de FCFA quatre cent soixante dix neuf millions deux cent quatre vingt neuf mille deux cent quatre vingt quinze **(FCFA 479 289 295) contre FCFA cinq cent trente six millions quatre cent dix-neuf mille sept cent soixante onze francs CFA (F/CFA 536 419 771) au 31/12/2014.**



*Empruntez les marches de la réussite
avec Coris Bank International.*

www.coris-bank.com

La Banque Autrement



Rapports Spécial

**des Commissaires aux comptes
sur les rémunérations exceptionnelles
accordées aux membres du conseil d'administration**

Exercice clos le 31 Décembre 2015

Rapport Spécial des Commissaires aux comptes sur les rémunérations exceptionnelles accordées aux membres du conseil d'administration

Conformément aux dispositions de **l'article 432** de l'acte Uniforme de l'OHADA relatif au droit des sociétés et du GIE, nous vous présentons notre rapport spécial sur les rémunérations exceptionnelles ainsi que sur les remboursements de frais de voyage au profit des membres du conseil d'administration de la Coris Bank International au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2015.

Aucune rémunération exceptionnelle n'a été versée aux membres du conseil d'administration au cours de l'exercice sous revue.

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CDEC INTERNATIONAL SARL

*Paulin OUEDRAOGO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes*

ACECA INTERNATIONAL SARL

*Jean Baptiste SO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes*

Rapports Spécial

**des Commissaires aux comptes
sur les conventions réglementées**
Exercice clos le 31 Décembre 2015

Rapport Spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions règlementées

Il nous appartient, conformément à l'article 440 du droit des sociétés et du groupement d'intérêt économique OHADA, de vous communiquer les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que toutes les indications, vous permettant d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion des conventions analysées, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien fondé.

Au titre de 2015, votre conseil d'administration ne nous a pas avisé conformément aux articles 438 à 448 de l'Acte Uniforme OHADA de la signature d'une (1) convention règlementée.

Convention nouvelle

1. *Convention : signée entre Coris Holding et Coris Bank International SA :*

- ✓ **Objet** : Assistance et conseil technique à Coris Bank International SA
- ✓ **Administrateur concerné** : IDRISSA NASSA
- ✓ **Montant** : Non indiqué (Les prestations bénéficient d'un prorata de déduction, ramenant la proportion de TVA à 92.00 %)
- ✓ **Effets produits durant l'exercice** : le montant HT est de F/CFA 608 640 000 sur l'exercice de revue, et un montant TTC de F/CFA 708 000 0000.

Conventions anciennes

Votre conseil d'administration nous a avisé que les quatre (04) anciennes conventions citées ci-dessous continuent à produire leurs effets :

- ✓ la société Financière du Faso (S2F) et CORIS BANK INTERNATIONAL SA,
- ✓ la société Internationale d'Investissement (S2I) et CORIS BANK INTERNATIONAL SA,
- ✓ la SONAPOST et CORIS BANK INTERNATIONAL SA,
- ✓ la CNSS et CORIS BANK INTERNATIONAL SA .

Convention 2 : signée entre la société Financière du Faso (S2F) et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Reconnaissance de dette, inscription en compte courant bloqué d'actionnaire.
- ✓ **Actionnaire concerné** : la société Financière du Faso (S2F)
- ✓ **Montant du dépôt à terme en compte courant bloqué** : 1 000 000 000 FCFA.
- ✓ **Durée** : cinq (5) ans.
- ✓ **Rémunération** : intérêt annuel au taux de 7% l'an.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice sous revue** : F/CFA 70 000 000.
- ✓ **Date d'échéance** : 05/02/18

1. Convention 3 : signée entre la société Internationale d'Investissement (S2I) et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Reconnaissance de dette, inscription en compte courant bloqué d'actionnaire.
- ✓ **Actionnaire concerné** : la société Internationale d'Investissement (S2I).
- ✓ **Montant du dépôt à terme en compte courant bloqué** : 2 000 000 000 FCFA.
- ✓ **Durée** : cinq (5) ans.
- ✓ **Rémunération** : intérêt annuel au taux de 7% l'an.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice sous revue** : FCFA 140 000 000
- ✓ **Date d'échéance** : 05/02/18

2. Convention 4 : signée entre la Société Nationale des postes (SONAPOST) et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Reconnaissance de dette, inscription en compte courant bloqué d'actionnaire.
- ✓ **Actionnaire concerné** : la société National des Postes (SONAPOST)
- ✓ **Montant du dépôt à terme en compte courant bloqué** : 5 000 000 000 FCFA.
- ✓ **Durée** : trois (3) ans renouvelable par tacite reconduction.
- ✓ **Rémunération** : intérêt annuel au taux de 7% l'an.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice sous revue** : F/CFA 350 000 000.
- ✓ **Date d'échéance** : 08/12/16

3. Convention 5 : signée entre la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS) et Coris Bank International SA :

- ✓ **Objet** : Reconnaissance de dette, inscription en compte courant bloqué d'actionnaire.
- ✓ **Actionnaire concerné** : la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS)
- ✓ **Montant du dépôt à terme en compte courant bloqué** : 5 000 000 000 FCFA.
- ✓ **Durée** : trois (3) ans renouvelable par tacite reconduction.
- ✓ **Rémunération** : intérêt annuel au taux de 7% l'an.
- ✓ **Effets produits durant l'exercice sous revue** : F/CFA 350 000 000.
- ✓ **Date d'échéance** : 27/02/17

LES COMMISSAIRES AUX COMPTES

CDEC INTERNATIONAL SARL

Paulin OUEDRAOGO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

ACECA INTERNATIONAL SARL

Jean Baptiste SO
Expert Comptable
Commissaire aux comptes

Perspectives

Dans la poursuite de sa stratégie de croissance et de développement sous régional, Coris Bank International est heureuse de vous annoncer l'ouverture de deux nouvelles succursales en 2016



Siège Social Bénin

1227 Avenue du Gouverneur Van Hollen Hoven
(Av. 5. 146) Quartier Zongo – COTONOU



Siège Social Sénégal

83 Boulevard de la République – DAKAR
(à côté de l'Avenue Jean JAURES)

